

Le gouvernement peut-il consentir un tel effort dans la durée? «La logistique a du mal à suivre, rapporte ThierryBoutier, délégué zonal Ouest du syndicat Unité SGP pour les [CRS](#). Parfois mobilisées pour une ou deux journées, des compagnies ont dû être hébergées à Angers, à Vannes et à Rennes, faute de logement disponible dans la région nantaise. Cela fait des temps de déplacement supplémentaires et de la fatigue en plus. «Les relèves posent problème, surtout quand les renforts viennent de toute la France (Nice, Orléans, Pau et LaRochelle actuellement)».

«On n'en voit pas la fin»

Le syndicat déplore aussi «l'absence de visibilité et d'anticipation». «Nous sommes habitués à intervenir en urgence, mais ici, on n'est plus dans l'urgence. Cela fait déjà un mois et demi que ça dure et on n'en voit pas la fin. Et nous avons d'autres missions», explique le policier syndicaliste, évoquant, notamment, la mise en place des zones de sécurité prioritaire. «Il ne faudrait pas qu'il y ait d'autres gros événements de ce type en France ou des manifestations dans tout le pays, prévient un autre policier. Il n'est pas possible de tenir dans la durée et de fixer autant d'effectifs sur un seul site». C'est bien là le gros problème des forces de l'ordre. «Déloger, on peut faire. Mais tenir, c'est impossible. On ne peut pas empêcher les gens de revenir le lendemain ou la nuit», reconnaît un spécialiste du maintien de l'ordre. Le dispositif risque en tout cas de coûter une petite fortune à l'État et donc au contribuable. À titre indicatif, il y a trois ans, le députéUMP Éric Ciotti estimait le coût de mobilisation d'un [CRS](#) (salaires, primes et heures supplémentaires) à 13.200€ par jour. Selon nos informations, depuis le 9 octobre dernier, «plus d'un million d'euros» a été versé pour régler les seuls frais (hébergement, restauration, transport, indemnités de déplacement et heures supplémentaires) des [CRS](#) affectés à la mission «[Notre-Dame-des-Landes](#)». Cette somme n'intègre pas les salaires de ces fonctionnaires et ne prend pas en compte les frais des gendarmes mobiles, qui représentent au moins la moitié des effectifs mobilisés.

- Hervé Chambonnière

Subject: [comite-09-soutienluttetarnac-nddl] NDDL: Solidarité avec Cyril incarcéré depuis plus d'une semaine pour avoir défendu nos lieux-de-vie

Solidarité avec Cyril incarcéré depuis plus d'une semaine pour avoir défendu nos lieux-de-vie.

mardi 4 décembre 2012, par [zadist](#)

Lors de la défense du chemin du Far Ouezt sur une barricade le lundi 26 novembre, 5 de nos camarades ont été arrêté.e.s par des gendarmes en civil qui les ont tabassés avant de les embarquer et de les placer en garde à vue jusqu'à leur comparution immédiate pour trois d'entre eux. Une de nos camarades a été relâchée sans poursuites et un autre pote attend son procès dans 6 mois sous contrôle judiciaire.

Nous avons tous et toutes vu les suites que la justice d'Etat a donné à ses arrestations en condamnant lourdement 3 de nos camarades. 2 de nos potes ont été condamnés à des peines de prison avec sursis accompagnés d'une interdiction de retourner sur la ZAD et dans tout le département de Loire-Atlantique. Cyril, quand à lui, a été condamné par la justice capitaliste à une peine de prison ferme de 5 mois et la même chose en sursis alors que c'est bien la ZAD qui subit depuis le 16 octobre les agressions et destructions commanditées et autres actes de terrorisme par le bétonneur tous azimuts Vinci et l'Etat ripoux-blicain saucialiste.

Cyril est en détention depuis plus d'une semaine. C'est le premier activiste sur la ZAD à payer par une peine de prison ferme l'arbitraire d'une justice sourde et aveugle qui défend uniquement les intérêts de cette oligarchie décadante. La justice avait besoin d'un exemple. Cyril en a fait les frais.

Pour l'instant l'administration pénitentiaire restreint les possibilités de contact avec Cyril mais il est d'ores et déjà possible de lui écrire et de lui envoyer des colis ou du fric. Il est bon de rappeler que l'administration pénitentiaire se réserve de censurer tout ce qui lui semble subversif ou inapproprié et ainsi de ne pas lui faire parvenir les lettres qu'elle aura préalablement réceptionnées, ouvertes et lues.

Pour les colis qui permettront à Cyril d'améliorer son quotidien (tabac, bouffe, bouquins, BD, etc) vous pouvez dès à présent tout envoyer à la Sécherie. Nous nous chargerons de lui transmettre vos envois dès que cela sera possible.

Pour lui envoyer de l'argent (ce qui est indispensable pour avoir le minimum nécessaire en prison), **il est possible de lui envoyer un mandat-cash à son nom sans oublier de rajouter son numéro d'érou et l'adresse du centre de détention.** Cependant, il est important de ne pas dépasser la somme de 200 euros par mandat car l'administration pénitentiaire se permet de prendre un pourcentage au-dessus de cette somme. Merci pour Cyril.

Pour lui écrire ou lui envoyer un mandat-Cash :

Centre Pénitentiaire de Nantes – Quartier maison d’arrêt Cyril Tardif - Erou n° 57 360 Rue de la Mainguais 44300 Nantes

Pour lui envoyer un colis :

La Sécherie à l’attention de Cyril 44360 Vigneux-de-Bretagne

NDDL : Le tribunal de Saint-Nazaire remet en question l’opération du 5 décembre

[4 déc 2012](#)

Le tribunal de Saint-Nazaire avait à statuer en référé sur une plainte déposée par Vinci contre des « *constructions illégales* » sur le site du village collectif la Châteignerie (la Chat Teigne), à l’ouest du bois de Rohanne. Selon un manque d’empressement peu explicable, il vient de décider qu’il statuera la semaine prochaine. Ce qui remet en cause l’opération policière de grande ampleur prévue à partir du 5 décembre.



la Chat Teigne – photo ZAD

La décision était attendue cet après-midi. **Si le tribunal décidait qu’il y avait en effet des constructions illégales** (dont la seule régularisation possible est la démolition), **la barrière juridique qui protégeait le site de la Chat Teigne aurait été levée**. En effet, le village collectif édifié depuis la manifestation de réoccupation du 17 novembre, l’est sur un terrain qui appartient à un propriétaire qui a reçu son arrêté d’expropriation, mais non encore son indemnisation, au matin du 23 novembre, lorsqu’une opération policière a [déferlé](#) sur le site du village collectif.



Les opérations policières sur le site, loin de smer la zizanie parmi les opposants, les soudent, comme le rappelle ironiquement cette pancarte – photo Anaïs Denaux

La dernière opération de grande ampleur sur le site remonte au 23 et au 24 novembre. En partie illégale – puisque se déroulant sur un terrain privé non exproprié – elle s’est soldée par de [nombreux blessés](#) et diverses voies de fait, sans parvenir de plus à dessouder les divers opposants (paysans, militants écologistes, politiques, jeunes...) qui font front commun contre l’aéroport. La Préfecture de Loire-Atlantique tablait sur une décision du juge des référés reconnaissant la présence de constructions illégales et prévoyait, [dès le lendemain](#), une opération de grande ampleur pour « *crever l’abcès* », de source policière, et prendre, une à une, puis les démolir illico, tous les lieux occupés par les opposants qui font autant d’abcès de fixation : ainsi de la Chat Teigne, des 100 chênes, des Fosses Noires etc. D’ici là, dans le but de « *sécuriser le site* », selon la Préfecture, deux arrêtés ont été pris le 30 novembre interdisant, l’un le transport de « *tout carburant* », l’autre le transport de « *tout feu d’artifice*,

explosif, produit inflammable ». **Un recours a été déposé aujourd'hui contre l'arrêté qui interdit le transport de tout carburant.**

Un procès à tiroirs

Mais. Le tribunal de Saint-Nazaire a examiné l'affaire à partir de 12h30. Devant le palais de justice, 80 militants et un tracteur étaient venus en soutien. Le débat a rapidement porté sur la légitimité de l'action du préfet – et donc des policiers présents sur zone le 23 novembre. Le procès s'est tenu sans le propriétaire, absent à l'audience. Mais qui est le vrai propriétaire ? L'avocat de Vinci-AGO a déclaré, tant à l'attention du préfet que du tribunal, « *peu importe qui est le propriétaire, il vous incombe de mettre fin à l'occupation du terrain* ». Parce qu'au-delà du litige au sujet de l'aéroport, il y a encore un autre problème : **la propriété contestée du terrain**. D'un côté, Jacques Paessant, propriétaire en cours d'expulsion, qui a fait constater par huissier le matin du 23 novembre l'irruption des policiers sur son terrain (la Chat Teigne) et s'est pourvu en cassation contre son expropriation. De l'autre, le préfet, qui assure que la société Aéroport du Grand Ouest est devenue « *nue-propriétaire* » du terrain et peut donc détruire les constructions illégales érigées dessus.

C'est la pagaille !

Le juge des référés a décidé de prendre son temps pour trancher cet imbroglio juridique hérissé de considérations politiques. Par conséquent, le jugement sera rendu le 11 décembre. D'ici là, toute opération policière sur le site sera illicite.

Ce qui ne manque pas de mettre un peu de sable dans le planning bien huilé de la semaine. Côté institutionnel, le ras-le-bol est palpable, même si du côté de la préfecture, l'on se refuse à tout commentaire. « *C'est la pagaille !* », fulmine sans détours un officier de gendarmerie sous couvert d'anonymat. Le même poursuit « *s'il y a opération cette semaine, il y a deux options : soit on y va, mais sans couverture juridique, soit on nettoie tous les autres sites, sauf celui-ci* ». Une chose est sûre : **il y aura une opération « dès que possible » après le du jugement le 11 décembre...** s'il reconnaît l'existence de constructions illégales... et qu'il déclare AGO-Vinci propriétaire du terrain. Pas gagné. En attendant, l'ACIPA appelle à la mobilisation pour jeudi.

<http://breizhjournal.wordpress.com/2012/12/04/nddl-le-tribunal-de-saint-nazaire-remet-en-question-loperation-du-5-decembre/>

13.12.12

bonjour,

2 textes:

- **une mise au point de zadistes, "violences? non violence?"**

- **une lettre de Cyril, emprisonné depuis fin novembre.**

Pas de nouvelles spéciales à ma connaissance, mais une présence policière continue sur la ZAD, avec ce que ça implique comme ...emmerdes etc.

Jean Luc

FORUM-AGORA

AGENDA ARIEGE

Mon Blog: ECHO de SAVERDUN

jeudi 13 décembre 2012, par [zadist](#)

— *En réponse à deux tribunes parues dans le journal « Le monde »*

La version originale (le texte complet était jugé trop long pour le format "Monde") de la réponse à quelques tribunes publiées la semaine passée dans ce même journal (version parue dans le Monde [ici](#))

La semaine dernière deux tribunes successives sont parues dans votre journal (1). Elles sont le fait de « présidentes », « porte-paroles », élu.e.s d'organisations et partis politiques. Elles portent un point de vue qui paraît englober tout le mouvement d'opposition à l'aéroport de Notre Dame des Landes. Elles ont en commun d'affirmer que le mouvement a toujours été non-violent, que l'hostilité face à la police était le fait d'infiltrés

policiers, que la manifestation du 17 novembre était pacifique... (2) Quand on retrouve en quelques paragraphes, les termes « non-violents » et « pacifique » martelés à ce point, on peut se dire que l'on a affaire à une opération de recadrage idéologique et en l'occurrence de réécriture de notre histoire commune.

Pour nous qui partageons cette lutte, cette réécriture de l'histoire est pour le coup violente. Nous ne pouvons laisser quelques tribuns et porte-paroles auto-proclamés rayer d'un coup de plume ce que nous avons vécu ces dernières années. La complexité de notre réalité, faites de long débats et de contradictions, de pratiques multiples mais aussi de liens qui se tissent, s'est encore intensifiée depuis le 16 octobre et le début de la vague d'expulsion, appelée « opération César ». Nous savons que l'écriture de l'Histoire est généralement le privilège des dominants. Qu'ils soient premier ministre ou président d'honneur d'une association citoyenne, ceux-ci semblent toujours estimer que, quand bien même on viendrait piétiner nos maisons et nos cultures, il nous faudrait rester calmes et polis. Mais l'Histoire ne s'écrit pas seulement sous les projecteurs médiatiques et dans les cénacles politiques. Nous ne renoncerons pas à ce qu'elle nous appartienne aussi.

On peut se demander si la « non-violence » invoquée par certain.e.s inclut aussi les barricades en feu et les projectiles lancés sur la police pour ralentir son avancée, les sabotages d'engins de chantier, et les marques laissées sur les permanences et bureaux de ceux qui nous attaquent. Ce « pacifisme » parachuté serait alors sans doute comparable à celui attribué en occident aux « révolutions arabes » tandis que les rues du Caire ou de Tunis s'embrasaient.

En attendant, il faut un sacré toupet, après un mois et demi d'expulsion et de résistance acharnée dont les images ont été montrées en boucle sur toutes les télévisions et journaux, pour claironner à tout va sur le « pari de la non-violence ». Si nous ne nous étions pas défendu, de toutes ces manières là aussi, il n'y aurait probablement plus grand monde pour parler de la zad aujourd'hui, moins encore pour y vivre. Mais cette réalité là semble à ce point déranger les habituels détenteurs de la bonne morale militante, tellement pressé.e.s de se positionner, qu'ils et elles ne comprennent même pas qu'il est peut-être encore un peu tôt pour gommer les coups échangés.

Nous avons lancé, il y a plus d'un an, l'appel à une grande manifestation de réoccupation en cas d'expulsion et avons participé à son organisation jusqu'au bout, par le biais d'une assemblée ouverte réunissant jusqu'à 200 personnes. Nous pouvons affirmer ici qu'il ne s'est jamais agi de mettre en avant un défilé « pacifique », mais bel et bien une action directe d'occupation en masse. Son objectif n'était certes pas l'affrontement et nous avons décidé dans ce contexte de porter une attention particulière à ce que celles et ceux qui ne le souhaitait pas puissent l'éviter. Pour autant nous nous étions préparé.e.s en amont aux possibilités de barrages et à la nécessité d'auto-défense des manifestant.e.s en cas d'agression policière. Si certain.e.s peuvent dire a posteriori que cette action collective a été « pacifique » c'est bien parce que les forces de l'ordre ont choisi de s'effacer ce jour là face à la force du mouvement.

Quelques jours plus tard, quand les troupes sont revenues pour expulser, détruire et blesser - des centaines de personnes de tous horizons ont éprouvé côte à côte cette capacité d'auto-défense, avec des chants, des sittings mais aussi des cailloux et des bouteilles incendiaires. Tout.e.s celles et ceux qui ont partagé ces journées savent bien que cette diversité de réponse n'a pas été tant source de scissions et de séparations, mais bien plutôt de rencontres et de solidarités mutuelles. L'avenir de cette lutte s'est écrit pendant ces moments là, et pas depuis un bureau.

Pour notre part, il ne nous viendrait pas à l'esprit d'affirmer, que « le mouvement pratique toutes les variétés de résistance, toujours violentes » (3). La réalité du mouvement c'est une multitude de personnes qui font de la logistique, des repas, de la communication, des collages, des dossiers juridiques, des lance-pierres, des pansements, des chansons, qui construisent des maisons, cultivent, se couchent sur les routes ou y courent masqués... Beaucoup d'entre nous partagent ces différentes manières de se rapporter au mouvement suivant les heures, les jours, les montées de colère, de joie ou les réflexions tactiques... Ce que nous vivons sur le terrain, ce n'est pas une nécessité de s'affirmer comme violent ou non-violent, mais une volonté de dépasser ces catégories idéologiques et séparations neutralisantes. Nous sommes un peu trop complexes pour rentrer dans les caricatures du pouvoir : « ultras », « gentil écolos », « opposants historiques », « jeunes zadistes »... Fort heureusement et malgré les tentatives désespérées d'Auxiette (4) ou de Lavernée (5), les divisions posées en ces termes n'ont plus eu tellement de prises sur les dynamiques de ces dernières semaines. Quand des paysans mettent en jeu leurs tracteurs et les enchaînent auprès des barricades, quand des trous sont creusés dans les routes, quand la police est prise en embuscade, il s'agit de se donner les moyens adéquats pour répondre à la situation. Ce que nous voulons mettre en avant, maintenant, ce ne sont pas des mots magiques brandis en totems comme autant de brides sur nos potentialités collectives, mais une détermination commune à ce que cet aéroport ne se fasse pas.

Quant aux profiteurs et aménageurs, nous ne nous faisons pas d'illusion sur le fait qu'ils continuent d'imposer leurs projets par la force. À nous de faire en sorte que les concrétiser finisse par leur nuire plus que de les abandonner.

Des résistant.e.s à l'opération César

(1) « Notre-Dame-des-Landes : la démocratie en question » - 05.12.2012 Par Catherine Conan, Geneviève Leboutoux, Sylvie Thébaud, Françoise Verchère, Pierre Giroire et Frank Meyer et « Notre-Dame-des-Landes, un creuset pour les mouvements citoyens » - 06.12.2012 - Par Susan George, présidente d'honneur d'Attac et Aurélie Trouvé, coprésidente d'Attac

(2) Quelques citations parmi d'autres : « Les opposants dans leur diversité ont multiplié les formes de contestation mais sont toujours restés intransigeants sur le fait que la lutte contre ce projet doit être non-violente. », « (...) toutes les ruses de la répression ont été mises en œuvre : (...) La manipulation en infiltrant des éléments provocateurs pour pousser à l'affrontement avec les forces de l'ordre ou à l'agressivité envers les journalistes », « Le pari de la non-violence et de la démocratie. Notre détermination reste aussi intacte que notre volonté de lutter pacifiquement contre ce projet ruineux pour les finances locales, destructeur de l'environnement et de la vie des gens qui habitent sur ce territoire et y travaillent. »

(3) Dans sa tribune Susan Georges affirme : « Aujourd'hui comme hier, les opposants pratiquent toutes les variétés de résistance, toujours non-violente. »

(4) Jacques Auxiette président PS de la région Pays de Loire qui sur France inter avait demandé au Préfet « de passer au Kärcher la frange la plus radicale des opposantes de Notre Dame des Landes »

(5) Christian de Lavernée, préfet de la région Pays de Loire, artisan de l'opération César qui a dénoncé à de nombreuses reprises « la violence d'une minorité autonome, venue d'ailleurs » et marqué la différence qu'il faisait entre « entre les opposants violents et les personnes et associations qui font connaître leur opinion dans un cadre légal ».

Cyril s'est fait condamner en comparution immédiate fin novembre après s'être fait arrêter sur la zad par des gendarmes infiltrés sur une barricade (y a déjà eu des articles publiés là-dessus).

Il nous répond et nous envoie une chanson qu'il nous demande de publier. pour lui écrire :

centre pénitentiaire quartier maison d'arrêt Cyril n°d'écrou 57360 rue de la Mainguais 44300 nantes

Mes chers camarades,

Un très grand merci pour votre soutien et celui des autres camarades zadistes. Pas une journée ne se passe sans que je pense à vous tous. Merci pour ces infos non muselées que tu m'apportes, cela renforce encore plus mes convictions déjà fortes et ne me désespère pas pour notre cause qui est juste, elle. Nous ne sommes peut-être qu'une épine dans le pied de ce gouvernement mais elle est assez profonde pour qu'il puisse la retirer. Remplie d'un venin qui se nourrit d'amour et de solidarité, elle envenime ceux qui sont pour la destruction, la répression violente et les constructions capitalistes inutiles pour une population pacifiste mais résistante qui ne demande que de vivre en paix et en harmonie avec la mère nature. Ils ne sont pas à leur premier coup d'essai. Mais la résistance est toujours là. Nous faisons partie de la nouvelle et de l'ancienne génération qui lutte depuis tant d'années contre ces multiples projets inutiles. Ils dépassent les bornes. Ces souffrances qu'ils infligent à nous et à la mère nature sont malheureusement irréversibles et nous ne les oublieront jamais. Qui sont-ils pour penser que la valeur de l'argent est plus importante que celle de l'être humain et de son environnement. Pour moi c'est un devoir envers les miens de crier mon opposition à tout cela. La destruction massive de notre mère la terre doit cesser car les conséquences en sont désastreuses. Que laisserons-nous à nos enfants ? Une chose est sûre, nous ne sommes pas des lâches. Nous nous battons pour des valeurs sûres, justes et ils en seront fiers. L'Etat ne peut en dire autant, car il en est pas à sa première erreur. Mes grands parents et mon père ont subis les mêmes erreurs à un'échelle différente et leur était reproché à l'époque le simple fait d'être juifs et de vouloir protéger cette terre qui est la nôtre. Refusant de partir de leur terre pendant la guerre, ils en ont payé le prix fort. Fusillés par les collabos de l'époque devant mon père qui n'avait que 5 ans. Certaines choses ont changés mais le gouvernement lâche et hypocrite reste ferme devant les cris et les pleurs de ses enfants qu'il dit capricieux. Je pense que le caprice vient d'eux et que la Raison vient de notre passion et de notre amour pour ces nombreuses causes justes et défendables. Ils ne l'entendent pas de même et nous poussent dans l'illegalité et la rébellion. Ma peine est celle d'un être humain qui ne se soumet pas. Comme la vôtre. Faut-il pourtant subir ? Ma réponse est Non. Nous ne lâcherons rien. Car peu importe le temps, ce qui compte ce sont les messages et le résultat ainsi que les erreurs flagrantes que le peuple voit. Ne changez rien, reste comme vous êtes, libres ! Mes bottes me manquent, vous me manquez camarades et ami-e-s et je continue la lutte d'une autre manière. Grâce à vous j'ai assez de contacts à l'extérieur pour me faire entendre. Cela fait plus de dix ans que je me bats pour différentes causes. Je suis originaire de cette région et je le resterais malgré mon interdiction de séjourner dans le 44 pendant 2 ans. Sauf Avessac où j'ai acheté un petit corps de ferme que je rénove pour tous ceux qui aiment la nature et la liberté. Je suis tailleur de pierre et cela me plaît. Ma lutte se fait aussi dans la musique depuis 12 années et passera ces messages grâce à l'aide extérieure, étant à l'heure actuelle prisonnier. Je suis sur le projet d'un nouveau CD destiné à notre cause. Car il me semble nécessaire de faire passer ces messages. Je vous fais donc part du premier jet de la première chanson que je vous offre en espérant votre participation future d'une vérité qu'on nous demande de cacher. J'aimerais si possible que cette lettre ainsi que cette chanson soient mises sur Indymedia. Merci. Je compte sur vous et vous remercie tous pour le soutien que vous m'apportez et

surtout pour cette cause juste. La terre de nos parents est la future terre de nos enfants, ne l'oublions pas.
V.D.R et S

Je vous embrasse,

Cyril n°ecrou 57360 prison de Nantes

Cette chanson se fredonne comme un chant de pirate

ZAD PACIFISTE MAIS RESISTANTE

Refrain :

Nous ne sommes pas des criminelles, nous sommes des enfants Nous nous battons pour la terre et non pour l'argent Que laisserons-nous derrière pour tous ces enfants ? Surement pas une terre meurtrie depuis trop longtemps.

Nous ne pouvons plus nous taire car l'erreur est flagrante L'Etat reflète notre misère et en est conscient. Pousse l'humain à bout de nerf à cause des dirigeants. Dans une atmosphère austère et si méprisante. Nous nous battons pour cette terre que nous aimons tant. Pour combattre cette misère nous restons devant. L'égalité sur cette terre n'est pas si flagrante. Regarder autour mes frères l'ampleur est dégradante.

Pour nos soeurs et pour nos frères même pour nos enfants. Le reflet d'une misère créée par tous ces gens. De finance et de guerre nous 'nous laisserons pas faire. En avant tous ensemble.

refrain

Que laisserons-nous derrière si ce n'est le temps de réparer cette terre qui nous offre tant. Nous ne sommes pas des criminels nous sommes des enfants tous issus de la même terre celle de nos parents . N'ayons plus peur de nous taire devant toute cette violence. Envers nous envers la mère qui nous rend vivant. Des cultures si différents et enrichissantes. Pour combattre la misère qui est juste devant. Allons marchons mes frères unis tous ensemble. Montrons leur ni peur ni souffrance car nous nous sommes fiers. De combattre vaillamment mais pas pour la guerre. Pour un futur rayonnant résistons mes frères.

Que laisserons-nous à nos enfants sûrement pas la misère. Que le ministère comprenne que l'on ne peut se taire devant toute cette violence gratuite et volontaire nous ne pouvons nous taire.

Merci pout tout et continuez à vivre

De Notre-Dame-des-Landes à Notre-Dame-des-Luttés (film)

mardi 25 décembre 2012



Portraits & chronique des luttes menées du 17 novembre à la mi-décembre 2012 autour des nouvelles cabanes de la ChaTeigne de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Un excellent documentaire de Jean-François Castell (Les Films du Rocher).